



CSAL du 22 septembre 2026 Déclaration de Boycott

Monsieur le Président,

Nous sommes convoqués aujourd'hui pour un CSAL qui a pour objectif, entre autres, de nous présenter le projet de réorganisation des structures du réseau pour 2027.

**Le sujet est clair et sans détour,
Voici NRP 2, le retour !**

Les conséquences et les effets du NRP sont à peine digérés qu'un NRP bis va poursuivre dès 2027 le démantèlement de notre réseau territorial !

Nous n'en avons donc pas fini avec les fusions, les restructurations, les mobilités forcées dont les victimes sont toujours les mêmes : les agents et les usagers.

Au 1^{er} septembre 2027, pour notre département, ce sont pas moins de 10 opérations validées par le Préfet et la DG : transferts de l'activité hospitalière, fermetures d'antennes et « petits » sites devenus « ingérables » avec un nombre d'agents inférieur à 15.

5 autres opérations, dont la fermeture des sites de Lillers et Bruay, sont en cours de réflexion pour 2028/2030. Au total, c'est encore plus d'une centaine d'agents qui seront directement impactés par ces opérations !

La DGFIP justifie ces restructurations au nom d'une rationalisation immobilière exigée par la circulaire Borne. Cette course à la rationalisation donne lieu à des réorganisations brutales des espaces de travail et des moyens alloués bien en deçà des besoins. C'est une concentration des services dans des pôles de plus en plus réduits, ce qui conduit à un dépérissement des implantations locales. Notre département se vide de ses services au fil des années.

Cette politique engendre des métiers sacrifiés, des compétences délaissées et des agents oubliés, avec à la clé une dégradation visible de leurs conditions de travail. Loin d'être une vue de l'esprit, cette situation est renforcée par des déplacements forcés sur de longues distances pour se rendre sur leur lieu de travail, la plupart du temps sans moyens de transports en commun, contraignant les agents à utiliser leur véhicule sur des routes régulièrement accidentogènes. Ainsi, en plus d'être éloignés de leur lieu de vie, ils sont contraints de changer de métier et de quitter une équipe. Ces impacts sur leurs conditions de travail sont forts et durables.

Ce paradoxe, auquel s'ajoute une prétendue politique d'éco responsabilité, a des répercussions importantes sur la santé mentale et le bien être des agents qui doivent supporter cette charge supplémentaire sans réel soutien.

En matière de service public offert aux usagers, le tout numérique imposé par la DG révèle ses limites. Il exclut injustement une partie des usagers, âgés ou moins familiarisés avec les outils informatiques, qui se retrouvent de fait marginalisés. La multiplication des Maisons France Service, présentée comme une soi-disant réponse de proximité, ne saurait remplacer la qualité du service fourni par des agents sur sites. Elles ne représentent qu'un simple affichage et ne répondent pas aux besoins réels ni à la complexité des situations rencontrées par les usagers.

Comment restaurer la confiance alors que des pirates viennent se servir dans nos bases ? Si les seules réponses sont d'accélérer le processus et de continuer à marche forcée vers la facturation électronique, ou de renforcer les métiers de sécurité informatique en dépiautant davantage nos services, les agents et les usagers n'ont pas fini de souffrir.

Dans ce contexte d'incertitudes et de bouleversements, la DG est par ailleurs loin de répondre aux exigences de transparence et de dialogue nécessaires, ce qui accentue le sentiment d'isolement et le manque de reconnaissance des agents.

Pour ces raisons, l'intersyndicale de la DDFiP 62 ne siègera pas aujourd'hui et vous réaffirme par là-même son opposition ferme à ce nouveau démantèlement de notre réseau.

Nous appelons tous les collègues à se mobiliser pour la grève du 29 septembre !